

LADISLAS PASZKIEWICZ

Vice-président Stratégie et Climat, Total

Nobuo TANAKA

Passons à Ladislas, et au point de vue des entreprises internationales.

Ladislas PASZKIEWICZ

Je souhaite vous communiquer le point de vue d'une société pétrolière et gazière sur la manière dont nous pouvons intégrer à notre stratégie ce problème de changement climatique. C'est un exemple, mais il peut être utile, pas nécessairement comme référence, mais au moins comme exemple. Pour préparer le terrain, je dois insister sur le fait que nous sommes une société pétrolière et gazière. Nous vendons du pétrole, du gaz et de l'électricité. Nous faisons partie du problème et nous devons donc aussi faire partie de la solution. Nous prenons cette responsabilité très au sérieux.

La principale difficulté pour nous est que, d'une part, nous estimons de notre responsabilité de fournir de l'énergie aux personnes qui en ont besoin. Il a été très clairement indiqué ce matin que la demande en énergie allait augmenter. Nous devons fournir plus d'énergie, abordable, fiable et propre, mais plus d'énergie. Parallèlement, nous devons réduire l'empreinte carbone de ce que nous vendons à nos clients. Concilier les deux s'avère assez difficile. Et en plus de tout cela, nous devons faire du profit car nous sommes une entreprise commerciale.

En un mot, je voudrais vous dire que notre approche devrait nous permettre de tenter de relever ce type de défi qui s'avère réellement complexe. Pour ce faire, nous prenons le scénario à deux degrés de l'AIE comme référence. Je ne sais pas si ce scénario va ou non se produire, mais au moins c'est une bonne référence et nous l'utilisons. Des choses intéressantes sont à noter avec ce scénario. Le premier est que la part du pétrole diminue entre 2016 et 2040. Néanmoins, le pétrole représente plus de 20 % du mix énergétique et, comme vous le savez, nous faisons face au problème du déclin naturel des champs pétrolifères. Au final, une quantité importante de pétrole doit être produite et commercialisée d'ici 2040 dans ce scénario à deux degrés.

Si nous supposons que la demande de pétrole va encore diminuer sur le long terme, nous ne pouvons pas ignorer la possibilité que le prix du pétrole baisse. C'est pourquoi il nous semble extrêmement important d'en tenir compte dans le cadre de notre stratégie. Ceci afin d'anticiper cette tendance et de nous positionner sur un seuil de rentabilité faible pour le pétrole. Deuxièmement, le gaz augmente en termes relatifs et en termes absolus. Je partage votre opinion, Richard, selon laquelle le gaz sera probablement une énergie nécessaire.

La demande de gaz augmente considérablement, il est donc logique de développer notre activité tout au long de la chaîne gazière. Enfin, vous pouvez noter que ce que l'on appelle l'électricité renouvelable à faible teneur en carbone se développe également très rapidement. En tant qu'entreprise énergétique, nous y voyons une occasion de développer notre activité. Cependant, pour réduire notre empreinte carbone, il est clair que nous devons travailler sur de nombreux leviers différents.

Pour nous, il est évident que ce n'est pas en suivant une seule voie que nous parviendrons à améliorer notre situation. C'est en combinant différents leviers. J'en ai mentionné cinq et je vais vous en parler. Le premier est l'efficacité énergétique. En tant que société pétrolière et gazière, nous consommons de l'énergie. Nous sommes de très gros consommateurs, au niveau du raffinage ou même des activités de production. Je peux vous dire que réduire nos propres besoins en énergie, améliorer notre efficacité énergétique, est à mon avis extrêmement efficace pour réduire les émissions de carbone. C'est un élément critique.

Le deuxième levier est le méthane. Vous savez que le méthane a un impact en équivalent CO₂. C'est un impact beaucoup plus élevé que le CO₂. Nous en avons également besoin. L'OGCI a été mentionnée un peu plus tôt. En tant

que partie prenante de cet organisme, nous travaillons avec un groupe de sociétés pour calculer et réduire nos émissions de méthane. Troisième levier, le prix du carbone. Il est absolument essentiel, car sans cette stratégie, nous n'y arriverons pas. Vous avez parlé du confinement du dioxyde de carbone. Il est clair que sans prix du carbone, il sera extrêmement difficile de définir la valeur d'un baril de CO₂. En effet, il faut donner un prix à l'impact négatif du carbone pour combiner modèles économiques et émissions de carbone.

L'efficacité énergétique est le levier numéro un. Le gaz, le numéro deux et cela semble extrêmement important. Je reviens sur quelque chose qui a déjà été dit, mais il ne faut pas oublier que le gaz pourrait remplacer le charbon pour la production d'électricité. C'est difficile à imaginer tout de suite. Vous avez mentionné l'élimination des centrales au charbon. Si le gaz devait remplacer le charbon, nous économiserions environ 5 gigatonnes d'émissions de CO₂, ce qui représente environ 10 % de ce qui est émis dans le monde aujourd'hui. Les objectifs seraient immédiatement atteints. Cela ne va pas se produire, mais cela nous donnera un ordre de grandeur de l'efficacité du gaz, en particulier pour la production d'électricité, s'il devait remplacer le charbon.

Le troisième aspect est l'électricité à faible teneur en carbone. Je ne parle pas uniquement d'électricité, mais également d'électricité à faible teneur en carbone, car, comme cela a été mentionné à juste titre, tout dépend de l'origine de l'électricité. Cependant, pour une entreprise comme la nôtre, il est important de ne pas se limiter à un seul aspect de l'électricité mais de développer des activités tout au long de la chaîne en produisant, en échangeant et en vendant de l'électricité, et en ayant une production provenant soit du gaz, soit des turbines au gaz à cycle combiné (TGCC) ou des énergies renouvelables. Nous souhaitons les développer pour intégrer cette activité d'électricité à faible teneur en carbone. C'est une activité en plein essor. Tels sont quelques-uns des défis sur le plan économique. Parfois les choses sont difficiles et nous devons y faire face. Cependant, en assurant l'intégration tout au long de la chaîne, nous pensons pouvoir obtenir des rendements décents dans le secteur de l'électricité à faible teneur en carbone.

Les biocarburants sont un quatrième aspect à intégrer. Ici, les politiques publiques aident dans une certaine mesure, car il y a davantage d'obligations qui augmentent le niveau d'incorporation des biocarburants dans l'essence ou le diesel. La demande de biocarburants a considérablement augmenté. C'est également un domaine qui va continuer à se développer et que nous devons exploiter. Nous avons été le premier distributeur de biocarburants en Europe et nous produisons nous-mêmes des biocarburants. C'est donc un domaine que nous considérons comme une opportunité de développement.

Enfin, cela pourrait être sur le long terme, mais il y a la question de la neutralité carbone à atteindre dans la seconde moitié du siècle. Il ne fait aucun doute que cela ne peut être réalisé sans compensation des émissions négatives. Nous voyons deux possibilités. L'une est le confinement du dioxyde de carbone et encore une fois, nous dépensons beaucoup d'argent, 10 % de nos programmes R&D, dans ce domaine. Cependant, le prix du carbone est absolument essentiel afin de promouvoir un modèle économique pour le confinement du dioxyde de carbone. L'autre possibilité concerne les ressources naturelles telles que les forêts, où des efforts sont nécessaires, et nous avons lancé certains programmes par l'intermédiaire de notre fondation.

Cependant, nous pensons sincèrement qu'une société pétrolière et gazière comme la nôtre, en combinant ces différents leviers, peut progressivement réduire la teneur en carbone des produits énergétiques qu'elle vend à ses clients. En fin de compte, l'important est de pouvoir fournir un service et des produits ayant une plus faible teneur en carbone pour une même quantité d'énergie. Nous avons défini un exemple que nous avons publié il y a un mois.

Les mots sont importants, mais au final, il est bon d'avoir des ambitions et de mesurer ce que l'on veut réaliser. Nous avons pour ambition de réduire d'environ 15 % l'intensité en carbone des produits énergétiques que nous vendons à nos clients. Nous nous situons entre le scénario NPS (scénario des nouvelles politiques) et le scénario SDS (scénario du développement durable). Cela va tout à fait dans le sens des efforts nécessaires pour contribuer à relever le défi du changement climatique. C'est la façon dont nous avons l'intention de le faire. Cette présentation a pour but de fournir un exemple concret de ce qu'une grande entreprise pétrolière et gazière peut avoir comme ambition pour prendre en compte et intégrer le changement climatique dans sa stratégie.

Nobuo TANAKA

Puis-je poser une question ? Je pense que Total devrait avoir une tarification interne du carbone pour ses futures décisions d'investissement. Quel est le niveau de prix maintenant ?

Ladislav PASZKIEWICZ

Environ 40 dollars par tonne.

Nobuo TANAKA

C'est en augmentation. J'ai parlé avec Patrick et il m'a dit 30. Cela reflète-t-il le rapport actuel du GIEC ?

Ladislav PASZKIEWICZ

Je vais être très précis. Nous avons différents scénarios pour le prix du pétrole et, selon ce scénario, le prix passe de 30 à 40 dollars par tonne.

Nobuo TANAKA

Je poserai une autre question si possible, à propos de l'Iran. Total a annoncé le retrait du gros investissement en Iran en raison des éventuelles sanctions secondaires des États-Unis. L'Union Européenne a élaboré un mécanisme d'échange spécial pour cet investissement en Iran. Même avec ce programme, Total a décidé de se retirer et de ne pas utiliser ce mécanisme.

Ladislav PASZKIEWICZ

Voici ce que je peux dire. C'est très clair et M. Trichet l'a mentionné aujourd'hui. Cela ne fait aucun doute, étant donné les représailles des États-Unis. Nous sommes une société cotée aux États-Unis et plus d'un tiers de nos actionnaires sont des sociétés d'investissement ou des fonds de pension américains. Il nous est impossible d'ignorer simplement cette partie. C'est trop important pour nous. Je dois mentionner en outre que nous avons eu ce projet en Iran, comme vous l'avez dit à juste titre, mais nous n'avons pas engagé autant d'argent. C'était de l'argent à dépenser au cas où nous aurions obtenu l'autorisation et nous ne l'avons pas obtenue.